

Magnette à l'Élysette : un an après...



« Ce qu'on attend de la Wallonie, c'est un gouvernement qui travaille sérieusement, rigoureusement. Ce n'est pas qu'on sorte de nouvelles idées ou de nouveaux concepts toutes les semaines, juste pour faire clinquant. »

Paul MAGNETTE

12 Le ministre-président wallon avait annoncé l'aboutissement de 12 gros dossiers pour cette année. « Deux réformes sont en retard. »

Le 23 juillet, le gouvernement wallon PS-cdH fêtera son premier anniversaire. Bilan avec le ministre-président socialiste Paul Magnette.

● **Interview : Pascale SERRET**

Paul Magnette, vous vous souvenez de votre état d'esprit il y a un an ?

On était tous... très fatigués. On termine toujours une campagne un dimanche soir. Et le lundi matin, on négocie. C'est un rythme acharné. Mais c'était aussi un sentiment d'accomplissement. Et de gravité. Notre responsabilité, c'est la Wallonie d'après la 6^e réforme de l'État. Un tournant important à ne pas rater.

Si ces douze derniers mois étaient « chapitrables » comme un livre, ça donnerait quoi ?

Chapitre 1, c'est l'installation : trouver ses marques, maîtriser les dossiers, mettre les équipes en place.... Chapitre 2 : le budget jusqu'à la mi-octobre, quand on remet la copie à l'Europe. Chapitre 3 : on entre dans les gros dossiers structurels. En ce qui me concerne, c'est la préparation du Plan Marshall, tous les arbitrages des fonds européens, le lancement de gros dossiers, etc.

Chapitre 4 ?

Budget, clap 2^e ! On a eu un gros ajustement budgétaire et cette fameuse saga des 750 millions (lire ci-contre). Chapitre 5 : depuis Pâques, on est au rythme de croisière des réformes structurelles. J'avais annoncé 12 gros dossiers qui arriveraient dans le deuxième semestre de l'année. Il y a eu l'aboutissement de Marshall et des fonds européens, la réforme

Mon prédécesseur devait porter deux exécutifs et un ménage à trois. Moi, j'ai choisi de n'en porter qu'un seul...

des primes énergie, des soutiens à la recherche, la réforme de l'animation économique (le 2^e volet est passé jeudi), etc.

Le calendrier est respecté ?

Globalement, oui. Je précise qu'on n'a pas dit que les 12 dossiers seraient bouclés avant le 23 juillet. Deux réformes sont en retard : le plan wallon de développement rural (on attend la Commission européenne qui doit approuver les programmes opérationnels) et le plan wallon de lutte contre la pauvreté. On a voulu beaucoup consulter le secteur et ça a pris du temps.

L'opposition MR considère que vous n'avez pas commis de bourde majeure...

Venant de l'opposition, c'est déjà un compliment !

...Mais ce n'est pas étonnant, ajoute le MR, puisque vous n'avez pas de compétences fonctionnelles importantes.

C'est un choix que j'ai fait. Mon prédécesseur Rudy Demotte devait porter un ménage à trois

(l'Olivier PS-cdH-Écolo, NDLR) et deux exécutifs. Moi, j'ai fait le choix de ne porter qu'un seul exécutif. Par ailleurs, on n'entend personne dire : « Tiens, Charles Michel n'a pas de grosse compétence fonctionnelle ». J'en ai plutôt plus que lui. Mais ma tâche première, c'est de coordonner l'exécutif et de faire en sorte que les dossiers avancent.

Le MR, encore, parle d'un gouvernement terne et attentiste. Des plans, mais pas de mesures structurelles.

Les mesures structurelles sont dans les plans. Le Plan Marshall, ce n'est pas que du papier. Si un jour on fait de l'acier photovoltaïque en Wallonie et qu'on en vend dans le monde entier, c'est parce qu'on décide de subventionner des projets de recherche, puis des prototypages. Et un jour, ça devient de la production industrielle. Parce qu'il y a un Plan Marshall.

Vous êtes bien dans le costume de ministre-président ? Vous vous amusez autant qu'à Charleroi ?

Oui. Je me sens tout à fait à l'aise dans le costume. Je rappelle, puisque vous parlez de Charleroi, que je suis bourgmestre empêché. Je ne suis évidemment pas rémunéré comme bourgmestre et je ne pose aucun acte opérationnel. Je suis pleinement ministre-président. Je n'ai aucun souci à ce qu'un décret clarifie tout ça. Mais je ne partage pas l'idée du MR selon laquelle un bourgmestre élu devrait démissionner quand il devient ministre. D'ailleurs, quand vous allez sur la page internet de la ville de Wavre, vous voyez « Charles Michel, votre bourgmestre », etc. ■

Un mauvais souvenir (à 750 millions d'euros)...

«**C'**est un moment politique douloureux. Et un bras de fer au goût amer avec le fédéral. Je ne suis pas rancunier. Mais ça reste un mauvais souvenir...» C'était le 26 mars, quand le fédéral annonçait par courriel une diminution de 750 millions € sur les recettes IPP à verser aux trois Régions.

Mais il y a dix jours, le fédéral reconnaissait une erreur de 600 millions. «*Ça a d'abord été un énorme soulagement. C'est la preuve qu'on sait calculer en Wallonie. Et ça valide parfaitement notre ajustement budgétaire.*»

En mars, quand Christophe Lacroix reçoit le fameux courriel du fédéral, c'est son collabo-

rateur Dominique Darté (un ancien du fédéral) qui attire son attention. «*Il dit : "C'est impossible, ils se sont trompés". Il le démontre, l'écrit aux fonctionnaires fédéraux, raconte Magnette. Je vais au comité de concertation. Je dis à Charles Michel : "Il y a un grave problème, vos calculs..." Et à ce moment-là, je me sens traité avec un mépris souverain. Ils avaient fait un sale coup, un coup politique, aux Régions et ils étaient bien contents. Charles Michel a dit en conférence de presse : "Les Wallons sont irresponsables..." J'étais dans une colère noire. Maintenant, après des bourdes pareilles et les erreurs de calcul à la SNCB, j'espère qu'ils auront un peu d'humilité.*» ■ P.S.

Grèce : « Une volonté d'humilier »

«*On vous a donné un médicament. Il ne marche pas. Mais vous allez en prendre double dose !*» C'est comme ça que Paul Magnette résume le plan imposé aux Grecs.

«*Une baisse de PIB de 25 %... C'est énorme, dramatique, dit-il, effaré. Chez nous, le déficit wallon est de 500 millions. Mais à eux, on dit : "Vous allez devoir être en surplus". Je pense qu'il y a une volonté de certains d'humilier la Grèce et le gouvernement d'Alexis Tsipras. "Ah, tu as cru que tu*

allais bousculer à toi tout seul la doctrine de l'austérité... Tu vas payer pour cette outrecuidance". Je l'ai dit à mes amis du SPD : "Vous réglez vos comptes avec Die Linke, la gauche allemande, sur le dos du peuple grec",»

En attendant, il a un plan de sauvetage pour la Grèce. «*Oui. C'est François Hollande qui a évité qu'on mette la Grèce hors de l'Europe. Parce qu'on y était : les mettre dehors pour 5 ans, c'était les mettre dehors pour toujours. Par contre, ils paient le prix fort...*»

« Une réforme de l'État, ce n'est pas dépouiller le fédéral »

On ne parlera pas de « tax shift » en Wallonie ?

Le « tax shift »... L'expression prête à confusion. On va parler simplement de réforme fiscale : d'abord s'approprier nos nouvelles compétences, voir la marge donnée par la loi de financement. Il y a la fiscalité immobilière, notamment le bonus logement, etc. On verra ce qu'on stabilise ou ce qu'on modifie dans ce paquet. Le ministre Christophe Lacroix y travaille.

C'est pour quand ?

De nouveau, on ne va pas venir à un moment donné avec un côté «voilà la grande réforme fiscale clinquante». Les réformes fiscales, c'est très délicat. C'est comme les aides à l'emploi : c'est un travail de législature. Il ne devrait pas y avoir d'effets d'annonce spectaculaires.

Il y a quelques jours au Parlement wallon, vous disiez qu'il y aurait une 7^e réforme de l'État, une 8^e, etc.

Je dis qu'un système fédéral doit évoluer de manière constante. Les réformes de l'État, ce

n'est pas juste des transferts de compétences. J'ai toujours plaidé par exemple pour une circonscription fédérale. J'ai eu la chance d'avoir un débat avec Bart De Wever. C'était utile pour éclairer la campagne : je l'ai un peu obligé à dire qu'il voulait scinder la sécurité sociale. Mais rien ne pousse à ces débats. Hormis le fait que deux télévisions l'avaient proposé.

Une nouvelle réforme changerait quoi ?

Demain, une circonscription fédérale ferait que des hommes politiques wallons, flamands et bruxellois seraient obligés de mener campagne dans tout le pays et donc d'avoir un seul discours. Une réforme de l'État, ça peut permettre ça aussi.

Vous dites aussi que le comité de concertation ne fonctionne pas bien.

Qu'est-ce qui ne va pas ?

Il est trop centré sur le fédéral. Pourquoi, par exemple, ne pourrait-il pas se tenir une fois à Gand, une fois à Namur, etc. ?

Pourquoi toujours au Lambert ? Pourquoi, à l'issue d'un comité, il n'y a que le Premier ministre qui communique ? Ce sont des petites choses. Mais ça montre qu'on n'est pas encore pleinement entré dans un fédéralisme mature.

L'ambiance ?

En conférence interministérielle, on a des discussions sans conflit avec Geert Bourgeois, avec Didier Reynders... Mais en comité de concertation, il y a eu des moments où c'était glacial. Bon. Ça va quand même mieux... Mais Charles Michel est un querelleur.

Revenons à la 7^e réforme de l'État. L'évoquer, c'est constater que la N-VA est incontournable ?

Non. C'est une manière de dramatiser. Une réforme de l'État, ce n'est pas dépouiller le fédéral. Pour nous, scinder la sécurité sociale, ce sera toujours non. Mais une réforme peut aussi juste améliorer le fonctionnement de l'État. ■ P.S.

Pas de Magnette touch ? «J'assume à 100 % !»

Le moment fort de la première année : « Pour moi, c'était l'aboutissement du Plan Marshall. Ça reste la clé du redressement wallon. C'est ce qui permet d'innover, de réindustrialiser. Je fais le tour des cercles d'affaires et des organisations sociales. Et tout le monde dit : "C'est ça qu'on voulait". La critique, c'est l'absence de "Magnette touch". Je l'assume à 100 %. Je ne voudrais pas aller jusqu'au "devoir de grisaille" de Rocard. Mais ce qu'on attend de la Wallonie, c'est que le gouvernement travaille sérieusement, rigoureusement. Ce n'est pas qu'on sorte de nouvelles idées ou de nouveaux concepts toutes les semaines juste pour faire clinquant, juste pour faire de la com. »

Le prochain moment fort : « Le budget à la rentrée, sans

doute. C'est un moment très politique. Une nouveauté : chaque ministre déposera une note politique, explicative de son budget, à la fin du mois d'octobre. Et ça nourrira les débats budgétaires au Parlement. Le budget redviendra ce qu'il doit être : rediscuter des options politiques. »

Si c'était à refaire... « Il y a eu ce débat sur la taxe sur l'outillage. À refaire, on l'aurait sans doute amenée autrement. La raison était bonne : des Communes refusent toujours d'accueillir de l'activité économique sur leur territoire. Mais les moyens n'étaient pas bons. C'est pour ça qu'on a suspendu la mesure et qu'on réfléchit à des alternatives. C'est tout, je pense. C'est d'ailleurs toujours l'exemple que reprend l'opposition quand elle veut souligner quelque chose de négatif. » ■ **P.S.**

VITE DIT

Magnette-Prévo « Des approches libérales, Maxime Prévo (cdH, NDLR) ? Je ne dirais pas ça. Maxime est un grand pragmatique. Et moi aussi. Autant je suis très attaché aux idées et aux valeurs, autant à l'échelle locale ou régionale, on a rarement des crispations gauche-droite. Le débat européen sur l'austérité est très polarisé entre la gauche et la droite. Le débat fédéral sur la fiscalité aussi. Mais au niveau wallon, quand on décide d'aménager des zonings d'activité économique et que le ministre Prévo note qu'une entreprise est prête à mettre des fonds privés pour l'aménagement, il n'y a pas de crispation. Les compétences régionales se prêtent plus

facilement à une approche pragmatique. D'ailleurs, les critiques de l'opposition ne sont pas très idéologiques. Elles portent sur... Elles portent sur... Je me demande bien sur quoi d'ailleurs (rires). Maintenant, Maxime a la responsabilité politique de marquer sa différence. Ça ne me choque pas du tout. »

Magnette-Marcourt « Dans l'équipe, il y a un juste équilibre de renouveau et d'expérience. C'est très précieux d'avoir quelqu'un comme Jean-Claude Marcourt, au gouvernement wallon depuis plus de 10 ans, qui a la mémoire de toute une série de dossiers, qui très souvent, comme vice-président apporte les éléments pour trouver un compromis. »